

Pour une revalorisation salariale et l'amélioration de vos conditions de travail : Votez SUD !

Le 7 décembre dernier, la mobilisation nationale massive des professionnel·les du travail social et médico-social a contraint les politiques à remettre nos métiers au centre des débats. Nous constatons les limites de la prévention et de l'accompagnement socio-éducatif sans moyens humains à la hauteur des besoins. La casse des services publics fragilise d'autant plus les populations les plus pauvres et vulnérables que nous accompagnons. Alors que les besoins augmentent, nous sommes de moins en moins nombreux sur le terrain. Comment faire plus avec moins ? Nous devons dénoncer la logique budgétaire et remettre au centre des préoccupations la logique du sens et de l'éthique professionnelle pour un travail de qualité !

Au plus haut niveau de l'Etat, les décideurs s'accordent à dire qu'il faut travailler sur l'attractivité de nos métiers. Sur le terrain, nos



collectivités n'arrivent plus à recruter sur les postes vacants. Dans un tel contexte, le gouvernement s'est engagé à étendre le Ségur aux métiers du travail social...

Plusieurs mois après cette annonce et la sortie d'un décret en avril, nous attendons toujours l'application du Ségur pour toutes et tous ! Nous avons eu des belles déclarations d'intentions, mais les actes ne suivent pas. Nos employeurs se cachent avec brio derrière le flou magistralement orchestré par le gouvernement, car la loi permet à nos collectivités de faire ce qu'elles veulent. **Notre demande est simple, le Ségur pour tou-te-s les agent.es des filières sociale, médico-sociale, animation, administrative, technique et les Assistantes familiales travaillant dans les services sociaux et médico-sociaux.**

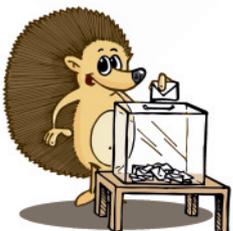
Les travailleurs·euses du secteur social et médico-social décrivent un quotidien professionnel qui broie ! Les moyens humains dans les services ne permettent pas de répondre aux besoins de la population tant les dispositifs sont saturés, les remplacements des collègues ne sont plus organisés, la protection de l'enfance ne parvient plus à remplir sa

mission de protection, idem sur le champ du handicap, de la dépendance et de l'insertion...

Pour que le travail social et médico-social soient reconnus et pris en compte, il est nécessaire de nous redonner du pouvoir d'agir... Nous devons nous réapproprier nos métiers, nos fondamentaux, nos pratiques et ne plus laisser ces sujets entre les mains des décideurs/financeurs. Nous sommes garant·es des fondements construits au fil de l'histoire de nos professions et expert·es de nos pratiques. **Il est urgent de s'émanciper des ordres et des consignes contraires à l'intérêt des populations pour remettre au centre l'accueil et l'accompagnement socio-éducatif.**

SUD revendique :

- **le Ségur pour tou-te-s** : attribution des 49 points d'indice du Ségur en CTI à tou-te-s les agent.es des filières sociale, médico-sociale, animation, administrative, technique et les Assistantes familiales travaillant dans les services sociaux, médico-sociaux.
- **un secteur social et médico-social adossé à un service public fort** avec des financements sanctuarisés, seule alternative à la marchandisation du secteur.
- **des moyens humains et financiers à la hauteur des besoins**, afin de garantir à la fois l'accompagnement, l'accès aux droits sur tout le territoire et de véritables missions de service public au service de la population.
- **l'augmentation immédiate de 400€** des salaires de l'ensemble des professionnel·les du secteur.
- **la refonte des grilles de traitement** et une réelle revalorisation du point d'indice.



Le 8 décembre, JE VOTE SUD !
aux élections professionnelles